

OTC

[32](#)

Résolution sur la prévention du génocide

Le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a adopté jeudi une résolution sur la prévention du génocide rédigée et présentée par l'Arménie.

Cette résolution a été traditionnellement rédigée et initiée par l'Arménie. Tout en évaluant les risques et les défis actuels, la résolution décrit les efforts conjoints nécessaires des États membres de l'ONU pour prévenir le fléau du génocide, notamment par la reconnaissance, la réparation, la vérité, la traduction des auteurs en justice et la responsabilisation.

« La résolution bénéficie d'un large soutien, qui a été démontré par un large co-parrainage par les États des cinq groupes régionaux de l'ONU », a déclaré un communiqué de la mission arménienne à l'ONU.

Dans sa version actuelle, la résolution aborde des questions telles que l'analyse des risques de conflit et les efforts de prévention des conflits, ainsi que l'utilisation abusive des nouvelles technologies, en particulier les plateformes de médias sociaux, ainsi que les dangers de la désinformation diffusée par leur intermédiaire.

La résolution réaffirme la nécessité d'une ratification universelle de la Convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide.

La résolution propose de convoquer une réunion intersessions dans le cadre de l'ONU pour marquer le 75^e anniversaire de la Convention. La réunion discutera

également du rôle des plateformes de médias sociaux et de leur utilisation par ceux qui cherchent à répandre la haine menant à la discrimination et à la violence dans le monde réel.

par [Jean Eckian](#)

2- Les Nouvelles d'Arménie

01/04/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=91389

Pachinian : l'Arménie prête à signer un traité de paix avec l'Azerbaïdjan, mais...

Le Premier ministre arménien Nikol Pachinian a réitéré jeudi la volonté de son gouvernement de signer un traité de paix avec l'Azerbaïdjan.

« L'Arménie est prête pour le début immédiat des pourparlers de paix », a-t-il déclaré lors d'une réunion gouvernementale.

Pashinyan a également évoqué sa rencontre prévue le 6 avril à Bruxelles avec le président du Conseil européen Charles Michel et le président azerbaïdjanais Ilham Aliev.

« J'espère que lors de cette rencontre avec le président azerbaïdjanais, toutes les questions liées au lancement des négociations sur le traité de paix seront discutées et convenues », a-t-il déclaré.

Le Premier ministre a également noté que l'Arménie propose des solutions concrètes et logiques à la démarcation et à la délimitation de la frontière arméno-azerbaïdjanaise, à l'ouverture des communications régionales et à l'exclusion de l'escalade militaire au Haut-Karabakh.

« Le président de l'UE, Charles Michel, discutera avec les dirigeants des deux pays des développements après leurs précédentes négociations, ainsi que d'autres moyens de construire un Caucase du Sud sûr, stable et prospère au profit de toutes les personnes vivant dans la région », a déclaré le représentant de l'UE a

déclaré la veille.

Le 14 mars, le ministère arménien des Affaires étrangères a demandé à la coprésidence du groupe de Minsk de l'OSCE d'organiser des négociations sur la signature d'un accord de paix entre la République d'Arménie et la République d'Azerbaïdjan sur la base de la Charte des Nations Unies, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques droits de l'homme et l'Acte final d'Helsinki.

Dans une conversation avec l'agence de presse Armenpress , Mirzoyan a commenté les 5 principes de l'accord de paix, transmis à la partie arménienne par l'Azerbaïdjan, et a présenté la position de la partie arménienne à leur sujet.

« Tout d'abord, toute négociation sur un traité de paix doit avoir lieu sans conditions préalables. En ce qui concerne les principales propositions, les deux pays, ayant signé le Traité instituant la Communauté d'États indépendants (CEI) le 8 décembre 1991, ont déjà reconnu l'intégrité territoriale de l'autre et convenu qu'ils n'ont aucune revendication territoriale à l'encontre de l'un un autre », a déclaré Mirzoyan.

Mirzoyan a noté que les points indiqués dans les propositions azerbaïdjanaises ne reflètent pas pleinement l'ensemble de l'ordre du jour des problèmes existants.

Il a dit que pour la partie arménienne, il est fondamentalement important que les droits et libertés des Arméniens d'Artsakh (Haut-Karabakh) soient clairement garantis, et que le statut du Haut-Karabakh soit enfin clarifié.

« Pour nous, le conflit du Haut-Karabakh n'est pas une question territoriale, mais une question de droits. Comme nous l'avons déjà signalé, la partie arménienne a répondu à la proposition azerbaïdjanaise en soulignant cette position », a déclaré Mirzoyan.

En ce qui concerne les processus de démarcation et de délimitation des frontières, ainsi que le déblocage des infrastructures de transport dans la région, Mirzoyan a déclaré que les accords énoncés dans les déclarations tripartites du 9 novembre 2020, du 11 janvier 2021 et du 26 novembre 2021 (signées par les dirigeants de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et de la Russie) doit être pleinement mis en œuvre.

« Comme vous le savez, nous avons même fait des propositions globales pour la

mise en œuvre de ces accords, telles qu'un retrait miroir des troupes (des zones frontalières) et l'introduction d'un mécanisme de surveillance international, qui ont cependant été rejetées par la partie azerbaïdjanaise, » a déclaré Mirzoyan.

Les principes d'un accord de paix proposé par l'Azerbaïdjan incluent la reconnaissance mutuelle de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de l'inviolabilité des frontières nationales de l'autre ; indépendance politique mutuelle, confirmation mutuelle de l'obligation légale des États de ne pas présenter de revendications territoriales les uns aux autres et de ne pas présenter de telles revendications à l'avenir ; de s'abstenir de menaces à la sécurité de l'autre dans les relations interétatiques, de menaces à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale, et de l'usage de la force et de mesures incompatibles avec les objectifs de la Charte des Nations Unies ; démarcation de la frontière arméno-azerbaïdjanaise, établissement de relations diplomatiques ; ouverture des communications de transport, établissement d'autres communications pertinentes ; coopération dans des domaines d'intérêt commun.

L'Azerbaïdjan tente de légitimer une attaque à grande échelle contre le Haut-Karabakh (Artsakh) et l'Arménie, a déclaré Nikol Pachinian lors d'une réunion du cabinet jeudi.

« Je suis sûr que vous connaissez la déclaration du Conseil de sécurité de la République d'Arménie du 28 mars 2022. La déclaration, publiée à la suite des discussions en format élargi, souligne l'aspiration de l'Azerbaïdjan à lancer de nouvelles provocations et attaques en direction du Haut-Karabakh. Nous avons souligné qu'il existe une probabilité assez élevée de tels développements à la frontière arméno-azerbaïdjanaise également », a-t-il déclaré.

Pachinian a déclaré que la déclaration soulevait des questions supplémentaires et fournissait un certain nombre de clarifications pour clarifier la situation dans la région à la fois pour la communauté arménienne et internationale.

"Comme avant, pendant et après la guerre de 44 jours en 2020, l'Azerbaïdjan poursuit une politique de formulation du libellé justifiant l'attaque militaire contre l'Arménie et le Haut-Karabakh. Ils présentent d'abord des thèses, des propositions ou des commentaires sur la plate-forme diplomatique et publique, puis accusent l'Arménie de ne pas répondre à ces thèses, propositions ou commentaires ou de réagir de manière non constructive ou de les rejeter, puis attribuent certaines

promesses à l'Arménie, fabriquent certains types de arrangements », a-t-il dit.

« Ensuite, dans le cadre de ce discours, ils attribuent à l'Arménie la non-constructivité, le déni, la pratique de ne pas tenir ses promesses, de ne pas respecter les accords, et construisent une rhétorique agressive basée sur cette accusation, suivie d'actions agressives, qui sont justifiées. par le discours et le contenu déjà décrits ci-dessus.

« Cette pratique, qui ne cesse de se répéter, se poursuit aujourd'hui et il est évident que l'Azerbaïdjan tente de légitimer une attaque à grande échelle contre le Haut-Karabakh et la République d'Arménie, et mon objectif aujourd'hui est de prouver que leur discours est sans fondement et illégitime. » a noté N. Pachinian.

L'Union européenne a organisé une réunion de hauts responsables arméniens et azerbaïdjanais à Bruxelles le 30 mars afin de faire avancer les efforts conjoints pour trouver des solutions à une série de problèmes entre les deux pays, a déclaré l'attaché de presse de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

Selon elle, les discussions ont porté sur les préparatifs de la prochaine réunion entre le président Charles Michel du Conseil européen, le président Ilham Aliyev de la République d'Azerbaïdjan et le Premier ministre Nikol Pashinyan de la République d'Arménie à Bruxelles le 6 avril 2022.

La rencontre entre le secrétaire du Conseil de sécurité de la République d'Arménie, Armen Grigoryan, et l'assistant du président de la République d'Azerbaïdjan, Hikmet Hajiyev, a été facilitée par le représentant spécial de l'UE pour le Caucase du Sud, Toivo Klaar.

Au cours de discussions de fond, qui comprenaient également une conversation bilatérale séparée entre M. Hajiyev et M. Grigoryan, les participants ont passé en revue la situation politique et sécuritaire et l'ensemble des questions entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan dans le cadre du suivi des accords conclus lors de la réunion des dirigeants. des deux pays et le président Michel, tenue à Bruxelles le 14 décembre 2021.

Les participants ont convenu de se réunir à nouveau au cours des prochaines semaines afin de poursuivre les discussions, entre autres, sur les questions soulevées lors de la réunion des dirigeants du 14 décembre 2021. L'Arménie et l'Azerbaïdjan aborderont également les questions liées aux perspectives d'un

accord de paix entre eux.

L'Union européenne reste déterminée à poursuivre son engagement en faveur d'une paix et d'une stabilité durables dans le Caucase du Sud.

Les principes d'un accord de paix proposé par l'Azerbaïdjan incluent la reconnaissance mutuelle de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de l'inviolabilité des frontières nationales de l'autre ; indépendance politique mutuelle, confirmation mutuelle de l'obligation légale des États de ne pas présenter de revendications territoriales les uns aux autres et de ne pas présenter de telles revendications à l'avenir ; de s'abstenir de menaces à la sécurité de l'autre dans les relations interétatiques, de menaces à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale, et de l'usage de la force et de mesures incompatibles avec les objectifs de la Charte des Nations Unies ; démarcation de la frontière arméno-azerbaïdjanaise, établissement de relations diplomatiques ; ouverture des communications de transport, établissement d'autres communications pertinentes ; coopération dans des domaines d'intérêt commun.

Pachinian : L'Azerbaïdjan tente de déplacer tous les Arméniens du Haut-Karabakh afin de considérer la question comme close.

Dans ses réponses publiques et diplomatiques, l'Arménie a noté qu'il y a la question du Haut-Karabakh et que la question des droits des Arméniens du Haut-Karabakh doit être abordée dans le contexte du règlement global Arménie-Azerbaïdjan, a déclaré le Premier ministre Nikol Pashinyan lors de la réunion du Cabinet. aujourd'hui.

« La position de l'Azerbaïdjan est qu'il n'y a pas de conflit du Haut-Karabakh, il est déjà résolu. Cependant, cette position de l'Azerbaïdjan ne répond pas à une question importante : comment dans ce cas la question des droits des Arméniens du Haut-Karabakh a-t-elle été résolue ? La réponse à cette question n'existe pas, et c'est la raison pour laquelle la communauté internationale parle constamment de la nécessité d'un règlement global du conflit du Haut-Karabakh, que nous voyons dans différentes plates-formes internationales. Comprenant que le problème du Haut-Karabakh existe et sera davantage exprimé dans l'agenda international, l'Azerbaïdjan essaie non pas de résoudre ce problème, mais de le fermer, et cette opération a commencé à partir du village de Parukh dans la

région d'Askeran qui a une tendance évidente à se poursuivre. En fait, l'Azerbaïdjan essaie de déplacer tous les Arméniens du Haut-Karabakh, considérant ainsi la question comme close », a déclaré le Premier ministre.

Il a dit que si la partie arménienne se trompe, alors laissez l'Azerbaïdjan montrer un intérêt concret dans les discussions relatives aux droits et aux garanties de sécurité des Arméniens du Haut-Karabakh.

« Une question qui est mise en avant non seulement par l'Arménie, mais aussi par l'ensemble de la communauté internationale.

Tandis que Bakou officiel va dans une direction opposée, affirmant qu'il n'y a pas de Haut-Karabakh. C'est aussi la raison pour laquelle les cercles officiels de l'Azerbaïdjan réagissent assez agressivement aux cas où la communauté internationale utilise le nom du Haut-Karabakh. Cependant, l'utilisation de ce nom est définitivement et sans aucun doute légitime », a-t-il déclaré, précisant que la déclaration trilatérale du 9 novembre mentionne clairement les termes Nagorno Karabakh, le conflit du Haut-Karabakh. « Cette déclaration a également été signée par le président de l'Azerbaïdjan », a-t-il noté.

Pachinian a déclaré que l'Azerbaïdjan avait adopté et mettait en œuvre une politique de « Haut-Karabakh sans Arméniens ». Elle s'explique aussi par des interprétations arbitraires de la déclaration trilatérale du 9 novembre.

« Telles sont, par exemple, les affirmations constantes de l'Azerbaïdjan selon lesquelles la déclaration trilatérale du 9 novembre a enregistré une obligation de retirer les unités arméniennes du Haut-Karabakh. C'est plus qu'une interprétation arbitraire car la déclaration du 9 novembre indique clairement où les unités arméniennes doivent partir et où elles doivent rester. Je tiens à souligner que les déclarations faites précédemment par le président azerbaïdjanais montrent que cette disposition proposée par l'Azerbaïdjan est imaginaire. Lors de notre réunion trilatérale du 26 novembre 2021, médiatisée par le président russe, le président azerbaïdjanais a annoncé publiquement que toutes les dispositions de la déclaration trilatérale du 9 novembre 2020 sont mises en œuvre dans la pratique, à l'exception du point relatif au déblocage des communications. Je tiens à dire qu'il est évident que la disposition sur le retour des prisonniers de guerre, des otages et d'autres personnes détenues n'est pas encore complètement mise en œuvre. Les travaux sur cette question se poursuivent », a déclaré Nikol Pachinian.

par [Jean Eckian](#)

3- L'Orient Le Jour

01/04/2022

<https://www.lorientlejour.com/article/1295436/erevan--annonce-un-sommet-armenie-azerbaïdjan-pour-lancer-un-processus-de-paix.html>

Erevan annonce un sommet Arménie-Azerbaïdjan pour lancer un processus de paix

Le Premier ministre arménien Nikol Pachinian a indiqué hier qu'il doit rencontrer le président azéri le 6 avril, sous médiation européenne, pour s'entendre sur le lancement de pourparlers de paix sur le conflit dans le Haut-Karabakh. Cette annonce intervient après un regain de tensions, ces derniers jours, dans ce territoire que se disputent ces deux pays du Caucase depuis plus de trois décennies. « Le 6 avril à Bruxelles est prévue ma rencontre avec le président du Conseil européen Charles Michel et le président de l'Azerbaïdjan Ilham Aliev », a déclaré M. Pachinian en Conseil des ministres. « J'espère, lors de cette rencontre avec le président azéri, une entente sur toutes les questions liées au lancement de négociations sur un accord de paix », a-t-il ajouté. Le Premier ministre a assuré être prêt à entamer les « pourparlers de paix sans délai ».

Les deux hommes s'étaient déjà vus en décembre, là aussi en présence de Charles Michel. Bakou n'a pas confirmé dans l'immédiat la tenue de ce sommet, mais l'Union européenne a indiqué dans un communiqué que des hauts responsables des deux pays s'étaient vus mercredi à Bruxelles pour préparer le rendez-vous. Selon ce communiqué, il a été question « de la situation politique et sécuritaire ainsi que du spectre complet des problèmes entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ».

Des décennies de conflit

Erevan comme Bakou avaient dit ces derniers jours vouloir reprendre leurs

efforts diplomatiques en vue d'un traité de paix. Ces assurances intervenaient juste après une nouvelle flambée de tensions dans le Haut-Karabakh, territoire que les deux ex-républiques soviétiques du Caucase se disputent depuis la fin de l'URSS. La Russie avait accusé samedi l'Azerbaïdjan d'y avoir violé le cessez-le-feu négocié en novembre 2020 par Vladimir Poutine pour mettre fin à d'intenses affrontements armés ayant duré six semaines. Des forces russes de maintien de la paix y sont déployées depuis. Selon Moscou, l'armée azérie y a occupé une localité et a fait usage de drones d'attaque. Trois militaires arméniens ont été tués, d'après Erevan. L'Arménie a en outre accusé Bakou d'avoir coupé le gaz au Karabakh, empêchant la population de se chauffer malgré une météo hivernale. L'Azerbaïdjan a balayé ces accusations, insistant sur sa souveraineté sur la région.

Peuplée majoritairement d'Arméniens, la région montagneuse du Haut-Karabakh, soutenue par Erevan, a fait sécession de l'Azerbaïdjan à l'effondrement de l'URSS, entraînant une première guerre dans les années 1990 qui a causé la mort de 30 000 personnes et fait des centaines de milliers de réfugiés. Le conflit de l'automne 2020 a fait, lui, quelque 6 500 morts.

Ce dernier s'est soldé par une écrasante défaite de l'Arménie, contrainte de céder à l'Azerbaïdjan trois régions formant un glacis autour du Haut-Karabakh. Outre les tensions autour de cette région, les accrochages armés sont réguliers entre les deux pays à leur frontière, faute d'une délimitation précise et de revendications contradictoires de part et d'autre.

Source : AFP

4- Les Nouvelles d'Arménie

01/04/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=91404

Des attachés militaires des ambassades étrangères d'Erevan ont visité la

base aérienne d'Arménie et constaté que les 4 avions SU-30SM étaient bien en place

Hier 31 mars, les attachés militaires des États membres de l'Union européenne et de l'OTAN accrédités, en Arménie ont visité la base aérienne N du ministère de la Défense de la République d'Arménie.

Un responsable du ministère arménien de la Défense a déclaré que le commandant de la base aérienne, le colonel d'aviation Samvel Tavadyan, a informé les invités étrangers des activités quotidiennes de l'unité militaire et a répondu à leurs questions. Ensuite, les attachés militaires ont visité l'unité militaire, pour voir l'armement de l'aviation et l'équipement militaire.

Les avions SU-30SM ont beaucoup intéressé les invités. Exprimant leur gratitude pour l'accueil, les attachés militaires ont noté qu'à la suite de la visite, ils étaient une fois de plus convaincus que les 4 avions SU-30SM étaient en place, que les informations circulant dans la presse azérie et turque selon lesquelles ils participaient aux hostilités en Ukraine étaient infondées. Source Armenpress.

Krikor Amirzayan

5- Les Nouvelles d'Arménie

01/04/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=91391

Le Karabakh dénonce le soutien manifeste de la Grande-Bretagne à l'agression de l'Azerbaïdjan

Le ministre d'État du Haut-Karabakh (Artsakh), Artak Beglaryan, a critiqué la Grande-Bretagne pour son soutien manifeste à l'Azerbaïdjan au milieu de l'incursion de ce dernier en Artsakh.

Le sous-secrétaire d'État parlementaire britannique aux Forces armées, James Heapey, s'est rendu à Bakou le mercredi 31 mars pour discuter, entre autres, des « questions non résolues entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ».

« Qu'est-ce que le Royaume-Uni a à voir avec la dernière agression de l'Azerbaïdjan contre l'Artsakh et les garanties de sécurité de la Russie ? a déclaré Beglaryan mercredi dans un communiqué.

« Nous avons vu le soutien manifeste de la Grande-Bretagne à l'Azerbaïdjan en 2020 lors de l'agression azerbaïdjanaise-turque. Même maintenant, pendant l'occupation de Parukh et de Karaglukh, la Grande-Bretagne ne cache pas son soutien stratégique, et nous ne pouvons que deviner combien et quel type de soutien réel est de l'autre côté du voile. »

Selon Beglaryan, un tel soutien vise à renforcer les positions du tandem azerbaïdjanais-turc dans la région, « afin de porter atteinte aux intérêts vitaux de la Russie, à la suite de quoi la vie et la sécurité du peuple autochtone d'Artsakh sont violées . »

« Et les droits de l'homme et la démocratie, "loués" par l'Occident, ne sont en aucun cas importants dans des jeux géopolitiques aussi sales », a ajouté Beglaryan.

L'Azerbaïdjan a fait irruption dans le Haut-Karabakh et l'incursion a fait trois morts parmi les soldats arméniens et au moins 14 autres blessés. Le 24 mars, l'Azerbaïdjan a fait irruption dans la zone de responsabilité des casques bleus russes stationnés dans la région et refuse de retirer complètement ses forces des hauteurs stratégiques.

par [Jean Eckian](#)

6- Eurasianet

01/04/2022

<https://eurasianet.org/armenia-signals-willingness-to-cede-control-over-karabakh>

Armenia signals willingness to cede control over Karabakh

If Armenians stay in Karabakh under the Azerbaijani flag, it would represent an exception to the otherwise zero-sum game of territorial control in the region.

[Joshua Kucera](#)

The Armenian government is effectively conceding that Armenians will not be able to retain control of Nagorno-Karabakh, paving the way for Azerbaijan to regain full sovereignty over the territory and boding an uncertain future for the area's current ethnic Armenian residents.

The concession has not been made explicitly, but rather via a conspicuous shift in official rhetoric from Yerevan.

After Azerbaijan in mid-March [offered a new framework](#) for resolving the conflict, which included a mutual recognition of the territorial integrity of both countries - which would in effect mean Armenia recognizing Azerbaijani sovereignty over Karabakh - Armenia said it did not object, adding only that it also expected some "guarantee of the rights and freedoms" of the Armenians living there.

"For us, the Nagorno-Karabakh conflict is not a territorial issue, but a matter of rights," Armenian Foreign Minister Ararat Mirzoyan [said](#).

That followed statements in recent months that were less explicit, but in the same vein, by Prime Minister Nikol Pashinyan. He has [emphasized](#) that the United Nations recognizes Karabakh as part of Azerbaijan and [said](#) the rights of the former Azerbaijani residents of the region had to be respected.

For decades, the question of Karabakh's status - whether it would be controlled by Armenians or Azerbaijanis - has been the core sticking point between the two

sides. Both sides have presented it in nearly existential terms, with what [diplomats working on the issue call](#) "mutually exclusive positions and completely contrary narratives."

The recent shift in rhetoric amounts to a concession that Yerevan will not be able to secure a status for Karabakh outside Azerbaijan, but "in a way vague enough to be acceptable to the general public," said one Yerevan-based analyst, speaking to Eurasianet on condition of anonymity because of the sensitivity of the subject.

Officially, Yerevan denies that it is conceding anything. "Armenia's position is that the status of Nagorno-Karabakh should be discussed and it should consider ensuring all the rights of Armenians living in Nagorno-Karabakh," a senior Foreign Ministry official told Eurasianet on condition of anonymity because they were not authorized to speak publicly. "Saying 'all' means including their right to self-determination as well."

It's not clear what the shift would mean for the roughly 150,000 ethnic Armenians who had been living in Karabakh since Armenian forces won control of the territory in a war in the 1990s. Until the 2020 war, in which Azerbaijan retook most of that territory, Baku had been saying it was willing to offer some sort of special autonomous status for the region as long as Armenians recognized it as Azerbaijani territory.

But following Azerbaijan's 2020 military victory, President Ilham Aliyev immediately rescinded those promises, gloating that the ceasefire agreement ending the fighting did not contain any promises of autonomous status for the region. "The status went to hell. It failed; it was shattered to smithereens. It is not and will not be there. As long as I am president, there will be no status," he [said](#).

The Armenian concession of territorial control, however, seems to have been offered in the hopes that Azerbaijan will reciprocate with some kind of special rights for the Armenian population.

The specific nature of those rights is a big open question "because one of the key rights has always been self-determination. [...] But if they are willing to think about that in terms other than the traditional Karabakhi-Armenian view that it means something essentially leading to independence, then there may be some room to negotiate," one foreign diplomat familiar with the negotiations told Eurasianet on condition of anonymity.

"That [the rights of Armenians in Karabakh] continues to be the core question of the whole basket of issues that continue to divide Armenia and Azerbaijan," the diplomat continued. "Most of them can be resolved if the issue of the future of the Armenian population could be addressed. That is the issue that started the conflict and ... the issue that needs to be addressed to resolve the conflict."

But if the two sides managed to work out a position under which Armenians would stay in Karabakh under the Azerbaijani flag, it would represent an exception to the otherwise zero-sum game of territorial control in the region. When Armenia won its war in the 1990s, every Azerbaijani living in the conquered territories fled. The same happened in the other direction when Azerbaijan won in 2020.

The rights under discussion for Karabakh's Armenians could be cultural rights, like the ability to have schools and media in the Armenian language, said Benyamin Poghosyan, head of the Yerevan think tank Center for Political and Economic Strategic Studies. "Putting the emphasis on rights means that the Armenian government is ready to view Artsakh as part of Azerbaijan if Azerbaijan provides some rights and some autonomy," he told Eurasianet. (Artsakh is an alternate Armenian name for Karabakh.)

One Baku-based analyst said that the government there may be interested in offering some kind of political rights as well, but would still stop short of a special status for the region.

"After the war, it seemed that returning back to the '90s with an administrative status for Nagorno-Karabakh would be impossible, but the government would like to offer a minimum plan like talking about cultural rights. And if there is an appetite from the local Armenians, then the discussion could turn into something bigger than cultural rights," the analyst told Eurasianet on condition of anonymity.

But Baku is only interested in discussing the issue with Russia, which now has a 2,000-strong peacekeeping mission in the remaining Armenian-populated part of Karabakh and which Azerbaijan sees as the real power in the region. "The issue is that Azerbaijan doesn't see Armenia as a counterpart when discussing the fate of local Armenians. They see Russia as the party with whom they will discuss the future of the region," the analyst said.

Azerbaijan's Ministry of Foreign Affairs did not respond to a request for comment.

Conceding sovereignty over Karabakh would represent a dramatic turn from Yerevan, and particularly Pashinyan.

While Nagorno-Karabakh declared independence following the war in the 1990s, that independent status has not been recognized by any other country, including Armenia. Negotiations since then were conducted under a framework stipulating that following a peace agreement, the status of the region would be determined by the will of its people.

But for Armenians, it was anathema to think of Karabakh as being anything other than Armenian. When Pashinyan [declared](#), in 2019, that "Artsakh is Armenia, and that is it," it was seen as undiplomatic coming from the prime minister but nevertheless representative of how most Armenians thought. During one 2020 [wartime address](#), he said "Without Karabakh, there is no Armenia."

When Azerbaijan launched its attack in September 2020, Pashinyan [suggested](#) that Armenia may formally recognize Karabakh's independence, but did not follow through.

Following the launch of the war, a concept in international law called "remedial secession" [gained popularity among Armenians](#) as a possible justification for unilaterally recognizing Karabakh's independence for Armenia. Pashinyan himself repeatedly endorsed the idea, but according to his website, the last such mention was on June 21, 2021, at [an election rally](#).

So what has changed?

"Their assessment of the situation on the ground," the foreign diplomat suggested. "They saw what happened in 2020, they don't want that to happen again, so they are looking at different options."

Armenia also is trying to advance the [process of normalization with Turkey](#), in which Azerbaijan is playing an outside role in influencing its ally, Turkey. "Progress on that [Armenia-Turkey] track requires progress on the other [Armenia-Azerbaijan] track as well," the diplomat said. "They're not explicitly [linked], but realistically there has to be some progress on both tracks for them to

go forward."

The war in Ukraine also has changed Armenia's thinking, the Yerevan-based analyst said.

"It is becoming obvious we can't rely on Russia. Even if Russia gets out of this [the Ukraine war] in one piece, they may try to [include us in the Union State](#) [with Belarus], or sell us out to Turkey and Azerbaijan in exchange for concessions on issues more important to Russia, like Crimea or Donbas, or something like that," the analyst said. "So we need to find a settlement before either of those things happen, or at least we need a direct process with Azerbaijan and Turkey."

Joshua Kucera is the Turkey/Caucasus editor at Eurasianet

7- Euronews

01/04/2022

<https://fr.euronews.com/2022/04/01/haut-karabagh-erevan-et--moscou-accusent-bakou-d-avoir-viole-le-cessez-le-feu>

Haut-Karabagh : Erevan et Moscou accusent Bakou d'avoir violé le cessez-le-feu

Par **Maria Yeghiazaryan** avec **Stéphane Hamalian**

Les dirigeants arménien et azerbaïdjanais doivent se rencontrer mercredi 6 avril à Bruxelles autour du président du Conseil européen Charles Michel, dans l'espoir d'organiser des pourparlers de paix.

Bakou n'a pas confirmé dans l'immédiat la tenue de ce sommet, mais l'Union européenne a indiqué dans un communiqué que des hauts responsables des deux pays s'étaient vu mercredi à Bruxelles pour préparer le rendez-vous.

Cette annonce survient alors que la tension est montée d'un cran dans la région du Haut-Karabagh (*République autoproclamée d'Artsakh* en arménien).

Moscou et Erevan accusent Bakou d'avoir violé le cessez-le-feu

Le territoire est sécurisé depuis la fin de la guerre en novembre 2020 par des forces de la paix russes composées de 2 000 hommes. Mais le 24 mars, les troupes azerbaïdjanaises ont franchi la ligne de contact, en prenant position dans les environs du village de Parukh.

La Russie et l'Arménie ont dénoncé une violation de cessez-le-feu, Moscou accusant l'armée azerbaïdjanaise d'avoir occupé la localité et d'avoir fait usage de drones d'attaque. Trois militaires arméniens ont été tués, d'après Erevan.

Pour leur part, les États-Unis se sont dits [**profondément préoccupés par les mouvements de troupes de l'Azerbaïdjan**](#).

L'Arménie a en outre accusé Bakou d'avoir délibérément coupé le gaz au Haut-Karabagh pendant une bonne partie du mois de mars, empêchant la population de se chauffer malgré une météo hivernale. Une pratique dénoncée par plusieurs ONG.

Sur place, Anahit Grigoryan, raconte l'arrivée des troupes azerbaïdjanaises :

"L'ennemi est venu et a essayé de pénétrer dans notre village. D'abord, ils nous ont demandé de quitter la zone avec des haut-parleurs : «__Vous êtes sur le territoire de l'Azerbaïdjan, si vous pensez à la vie de vos enfants, obéissez à nos lois»" raconte cette mère de famille, désormais réfugiée dans un village voisin.

Bakou profiterait de l'enlèvement russe en Ukraine

L'Azerbaïdjan considère l'ensemble du Haut-Karabagh comme faisant partie de

son territoire. Dans la zone de Parukh, le ministère russe de la défense a annoncé que les forces azéries s'étaient retirées. Mais Bakou a démenti cette information, tenant tête à Moscou et insistant sur sa souveraineté.

Selon les spécialistes de la région, l'enlèvement de la Russie en Ukraine serait vue par l'Azerbaïdjan comme une opportunité de maintenir la pression sur ces forces de la paix.

L'Arménie a demandé à la Russie de faire cesser les provocations azerbaïdjanaises, Erevan évoquant un risque d'épuration ethnique.

Sur place les populations arméniennes en viennent même à douter des capacités de la Russie à faire régner la paix. Dans la capitale de la république autoproclamée, Stepanakert, une femme affirme que "*personne ne se soucie de nous*".

"Seul Dieu sait ce que nous avons vu pendant la guerre de 2020" déplore-t-elle.

Peuplé majoritairement d'Arméniens, la région montagneuse du Haut-Karabagh, a été unilatéralement rattachée à la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan en 1921. À l'effondrement de l'URSS, le territoire a proclamé son indépendance, entraînant une première guerre dans les années 1990 remportée par les forces arméniennes, qui a causé la mort de plusieurs milliers de personnes.

Le deuxième conflit lancé à l'automne 2020 par Bakou avec le soutien de la Turquie, pour reprendre le contrôle de la région, a fait lui quelque 6 500 morts.

Ce dernier s'est soldé par une écrasante défaite de l'Arménie, contrainte de céder à l'Azerbaïdjan une partie du Haut-Karabagh et trois régions formant un glacis autour du territoire.

Conformément à l'accord de cessez-le-feu signé en 2020, le contingent russe est censé rester cinq ans sur place. Dans ce contexte, Erevan et Bakou ne parviennent pas à s'accorder sur un traité de paix, la question du statut du Haut-Karabagh étant une ligne rouge pour chacune des parties.

(Voir la Vidéo en ligne)

8- Les Nouvelles d'Arménie

01/04/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=91417

Yéranouhi (39 ans), la mère de Vahé Abroyan mort lors de la guerre de 44 jours en Artsakh a donné naissance à un frère de Vahé



Le frère Vahé Abroyan, mort lors de la guerre de 44 jours en Artsakh, est né à la maternité Sourp Krikor Lousavoritch (Saint Grégoire l'Illuminateur) à Erévan. Le nouveau-né, Vahan, poursuivra le travail laissé inachevé par son frère, disent les parents.

Après la mort de Vahé, ils n'ont plus pensé à avoir un enfant. Un an après la guerre, ils apprennent qu'ils redeviendront parents. Le souhait des parents est que leur son fils grandisse en paix.

Ainsi le foyer des Abroyan au village d'Astghadzor est complété par ce nouveau-

né. Le petit Vahan mesure 50 cm et pèse 3,4 kilos.

Vahé Abroyan avait 19 ans et servait depuis trois mois lorsque la guerre du 27 septembre 2020 éclata en Artsakh. Le père Karen, est parti le 29 septembre 2020 rejoindre son fils dans les combats en Artsakh. Mais le fils combattait à Fizouli et le père au col d'Omar. Ils ne se rencontrèrent pas.

Vahé avait téléphoné pour la dernière fois à ses parents, deux jours avant sa mort. Il combattit durant un mois à Fizouli, Hadrut et Djbrayil. Il mourra le 28 octobre à Karmir Shuka près de Martouni. Le même jour les militaires appelèrent sa mère, Yéranouhi, pour dire que Vahé avait trouvé la mort, victime de l'attaque d'un drone. La mère ira à Goris retrouver le corps de son fils.

« J'ai connu la joie de la maternité il y a 20 ans » déclare Yeranuhi (39 ans) en serrant l'enfant dans ses bras. *« Je le tiendrai toujours dans mes mains »* dit-elle. Et d'ajouter *"il est comme Vahé en tout. Il fait 3400 grammes, et mesure 50 cm. Vahé est né dans la même taille. Il ressemble beaucoup à Vahé (...) seule la couleur de la peau est différente mais Vahan a la peau claire.* » Source Radiolur.

Krikor Amirzayan

9- Les Nouvelles d'Arménie

01/04/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=91415

La sénatrice Valérie Boyer appelle la France, l'Union européenne et l'UNESCO à protéger le patrimoine culturel arménien de l'Artsakh



Valérie Boyer, membre de la faction républicaine du Sénat français et vice-présidente du Groupe d'amitié France-Arménie, a appelé le gouvernement français, l'Union européenne et l'UNESCO à protéger le patrimoine culturel du peuple d'Artsakh. Valérie Boyer a écrit à ce sujet sur sa page Facebook. La sénatrice a également publié une photo avec le père Hovhannes Hovhannisyan, le pasteur de Dadivank.

« Alors que la communauté internationale est pleinement impliquée dans la guerre en Ukraine, je demande une fois de plus au gouvernement, à l'Union européenne, à l'UNESCO, d'intervenir, pour protéger la population arménienne et son patrimoine culturel » a écrit Valérie Boyer.

Face à la menace de l'Azerbaïdjan en Artsakh j'ai été reçue il y a plusieurs mois par le Père Hrant Hovhannisyan au Monastère de Dadivank. J'ai souhaité de nouveau le rencontrer au Sénat.

Accompagné de Monseigneur Kamo Abrahamyan, ils ont souhaité de nouveau m'alerter sur cette menace azerbaïdjanaise » écrit Valérie Boyer. Source Armenpress.

Krikor Amirzayan

10- Les Nouvelles d'Arménie

01/04/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=91406

J.Borrell : la volonté de l'UE de préserver le patrimoine du Haut-Karabakh

Josep Borrell, haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, a répondu hier à la [question écrite de François-Xavier Bellamy](#) au sujet de la dénaturation et de la destruction du patrimoine arménien dans le Haut-Karabakh :

"La Commission est fermement résolue à protéger le patrimoine culturel du monde entier en tant que vecteur de paix et de sécurité. Le 19 novembre 2020, l'UE a souligné qu'il importait de préserver et de restaurer le patrimoine culturel et religieux à l'intérieur et autour du Haut-Karabakh.

L'UE condamne toute tentative de destruction ou de dégradation du patrimoine culturel. L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) prépare une mission d'évaluation initiale dans le cadre de la convention de La Haye de 1954.

L'UE soutient cette initiative visant à établir une première appréciation factuelle du patrimoine culturel dans la région et, à un stade ultérieur, envisage de soutenir la préservation, la restauration et la réhabilitation du patrimoine culturel par le transfert de connaissances et l'apport d'une expertise. Elle a demandé à plusieurs reprises tant à l'Arménie qu'à l'Azerbaïdjan d'accorder un accès sans entrave à cette mission et de coopérer pleinement avec elle.

L'UE rappelle également que, conformément à la résolution 2347 (2017) du Conseil de sécurité des Nations unies, « le fait de lancer une attaque contre des sites et des bâtiments consacrés à la religion, à l'enseignement, à l'art, à la science ou à la bienfaisance, ou contre des monuments historiques peut constituer, dans certaines circonstances et en vertu du droit international, un

crime de guerre et que les auteurs de ce genre d'attaque doivent être traduits en justice".

par [Ara Toranian](#)

11- Les Nouvelles d'Arménie

31/03/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=91358

L'Assemblée législative de l'Ontario a proclamé le mois de mai « Mois du patrimoine arménien »

Le projet de loi 105 reconnaissant le mois de mai de chaque année comme le Mois du patrimoine arménien a été présenté par Aris Babikian, membre de l'Assemblée législative de l'Ontario.

L'Ontario compte plus de 100 000 personnes d'origine arménienne. Les Arméniens ont commencé à migrer vers le Canada dans les années 1880. Le premier Arménien à le faire fut Garabed Nergarian, qui s'installa à Port Hope, en Ontario, en 1887. Environ 37 Arméniens arrivèrent en Ontario en 1892 et 100 autres s'installèrent dans la province en 1895. Après les massacres hamidiens du milieu des années 1890, des familles arméniennes ont commencé à s'établir en plus grand nombre en Ontario. Des décennies plus tard, environ 2 000 survivants du génocide arménien de 1915 — pour la plupart des femmes et des enfants — sont venus au Canada en tant que réfugiés.

Au début des années 1920, plus de 100 enfants arméniens orphelins, appelés plus tard les « Georgetown Boys », ont été amenés à Georgetown, en Ontario, par l'Armenian Relief Association of Canada, une organisation qui a aidé les réfugiés arméniens à s'adapter à la société canadienne. Dans ce qui est devenu connu sous le nom de « Canada's Noble Experiment », il a été considéré comme l'un des premiers actes humanitaires canadiens à l'échelle internationale. En 2010, la ferme de Georgetown (aujourd'hui le centre communautaire de Cedarvale) a été désignée site municipal historique et protégé.

Mai est un mois important pour la communauté arménienne. Le 28 mai 1918 est

largement célébré par le peuple arménien du monde entier comme le jour où les Arméniens ont retrouvé la souveraineté sur leur territoire historique après 600 ans de colonisation, d'occupation, de sujétion et de génocide. La déclaration d'indépendance arménienne de 1918 est un symbole de l'aspiration des Arméniens à la liberté, à la démocratie et à l'indépendance. Le 28 mai est l'une des fêtes arméniennes les plus importantes, et de nombreux défilés et festivités ont lieu au cours du mois de mai.

En proclamant le mois de mai Mois du patrimoine arménien, la province de l'Ontario reconnaît l'impact important que les Canadiens d'origine arménienne ont eu sur les institutions sociales, culturelles, éducatives, économiques et politiques de l'Ontario, ainsi que leurs contributions à l'art, à la science et à la littérature en la province. Le Mois du patrimoine arménien est l'occasion d'informer les Ontariens des luttes et des réalisations des Canadiens d'origine arménienne dans une société qui respecte la liberté, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit. Ces valeurs fondamentales ont contribué à la force et à la diversité de l'Ontario.

par [Jean Eckian](#)

12- Le Courrier d'Erevan

30/03/2022

<https://www.courrier.am/fr/societe/la-capacite-des-reservoirs-de-larmenie-est-un-sujet-de-preoccupation>

La capacité des réservoirs de l'Arménie est un sujet de préoccupation

Ces dernières années, dans le contexte du changement climatique, le remplissage des réservoirs de l'Arménie a suscité des inquiétudes. Le ministre arménien de l'Administration territoriale et des Infrastructures, Gnel Sanosyan, l'a déclaré lors d'une interview accordée à la chaîne télévisée Shant.

Il a notamment souligné que par rapport à l'année dernière, et à la précédente 2019-2020, la situation des réservoirs dans le pays est beaucoup plus triste. À cet

égard, le ministre a qualifié de tout à fait justifié le paquet de programmes du gouvernement arménien pour la construction de 15 réservoirs au cours des 5 prochaines années, compte tenu des conditions climatiques changeantes.

« D'une part, il y a beaucoup d'eau dans notre pays, et d'autre part, la saisonnalité est telle qu'au printemps, la plupart de l'eau quitte le pays lors des labours. Et par conséquent, nous sommes confrontés à de graves problèmes en été pendant l'irrigation ou au début de l'automne », a-t-il souligné.

Il convient de noter qu'en août 2021, le Premier ministre Nikol Pashinyan a annoncé lors d'une réunion du gouvernement que 15 nouveaux réservoirs seraient construits en Arménie entre 2021 et 2026, le qualifiant d'objectif stratégique.

Selon Knarik Hovhannisyan, expert en ressources hydriques et écologiste réputé en Arménie, la plupart des réservoirs arméniens ne sont pas correctement remplis, car leur état technique est loin d'être parfait. Dans une interview accordée à ArmInfo, l'expert a déclaré que les réservoirs de l'Arménie ont besoin d'un colmatage. En d'autres termes, il s'agit d'un processus d'injection de ciment liquide sous haute pression pour fermer les pores qui se sont formés dans les réservoirs, par lesquels l'eau « sort » de ceux-ci dans une direction incompréhensible.

Elle a noté qu'environ 7 milliards de m³ d'eau de ruissellement sont générés sur notre territoire par an, dont 3,8 m³ d'eau de surface et 3,2 m³ d'eau souterraine.

« Mais de cette grande masse, nous n'utilisons grosso modo que 2,5 milliards de m³. Le reste va à nos voisins. C'est l'essentiel.

Il n'est donc pas nécessaire de regarder ce qui se passe avec les Turcs. C'est leur terre, ils peuvent faire ce qu'ils veulent. Et nous devrions, à notre tour, être en mesure de construire des réservoirs d'eau, pour retenir le flux qui se forme sur notre territoire. Si nous parvenons à utiliser nos ressources correctement, nous ne sommes pas menacés par un quelconque réchauffement, une quelconque faim d'eau », a déclaré Knarik Hovhannisyan.